

Télégramme au Président de la République

Partout en France, les effectifs sont décimés. Par exemple :

- à Lyon, il manque 20% de l'effectif médical aux HCL pour les urgences, il manque 14 anesthésistes à HEH,
- à Moissac les urgences ferment totalement 24/24 laissant 80 000 habitants sur le carreau,
- à Grenoble, il manque 40 % de l'effectif médical aux urgences du CHUGA depuis mai. A partir du 27 juin, 450 000 habitants n'auront plus de service d'urgence public si rien n'est entrepris,
- à Purpan, Bordeaux, Orléans, Bourges et partout en France, des services entiers de médecine et d'accueil d'urgence, des maternités, des unités de psychiatrie ferment en cascade, comme en situation de guerre ou de catastrophe naturelle, on envisage de recourir aux Postes Médicaux Avancés (PMA) devant les hôpitaux !

C'est la mission régalienne de sécurité sanitaire en France qui disparaît dans les jours qui viennent.

Nous exigeons des mesures immédiates :

- lever toutes les suspensions,
- titulariser immédiatement tous les contractuels de France qui le réclament de longue date : PADHUE, assistants, temps partiels contraints, attachés qui le demandent depuis des années, libéraux volontaires...
- doubler l'indemnité de sujétion,
- augmenter de 1.5 fois LE POINT D'INDICE pour tous les professionnels de santé sous tous les statuts.

Ces quatre mesures peuvent être prises dans l'heure.

Nous exigeons que soient entamées aujourd'hui, avec nous les discussions concernant entre autres :

- l'arrêt des fermetures de lits et la réouverture de lits autant que de besoin,
- la formation et le recrutement des médecins,
- le retour à l'organisation de l'hôpital en service,
- e financement de l'hôpital au prix de la journée.

Dr Delphine Glachant pour l'Union Syndicale de la Psychiatrie

Dr Patrick Pelloux, porte-parole de l'Association Médecins Urgentistes de France

Dr Cyrille Venet, pour le Syndicat National des Médecins Hospitaliers FO

Contact:

Cyrille Venet

Secrétaire Général

snmh.fo@fosps.com